

Expertises

Votre lettre d'information



Économie

Marchés financiers

Finance responsable

EN BREF

Les 3 infos à retenir

Croissance

Le FMI abaisse sa prévision de croissance pour 2026 avec l'impact du conflit en Iran. Dans son scénario, le P.I.B. mondial ralentirait à +3,1 % (-0,2 %) cette année, avant 3,2 % en 2027.

Politique monétaire

Les banques centrales font face à un pic d'inflation qu'elles doivent maîtriser sans freiner l'activité. La tâche s'annonce plus complexe pour la BCE que pour la Fed.

Inflation

Le ralentissement attendu par le FMI s'accompagnerait d'un rebond de l'inflation à +4,4 % en 2026.



LE CHIFFRE CLÉ

-6,5 %

C'est la baisse des intentions de recrutement des entreprises cette année par rapport à 2025, selon la dernière enquête de France Travail. Un phénomène qui touche surtout le secteur de la construction. L'enquête a été réalisée avant même le déclenchement de la guerre en Iran.



L'ANALYSE DU GÉRANT

Le conflit au Moyen-Orient fragilise la reprise mondiale qui se dessinait en début d'année

Les nouvelles prévisions économiques du FMI s'inscrivent dans un contexte de choc géopolitique majeur avec la guerre au Moyen-Orient.

Le conflit vient fragiliser la reprise mondiale qui se dessinait en début d'année. Ce choc affecte la demande, la confiance des entreprises, les chaînes d'approvisionnement et les prix.

Dans le scénario central du FMI, fondé sur l'hypothèse d'une crise limitée et temporaire, la croissance mondiale ralentirait à +3,1 % (-0,2 %) en 2026, puis à +3,2 % (inchangée) l'an prochain, soit un rythme inférieur à celui de ces dernières années. Ce ralentissement s'accompagnerait d'un rebond temporaire de l'inflation mondiale à +4,4 %. L'onde de choc passerait principalement par les prix des matières premières, notamment énergétiques, le durcissement des conditions financières, et la remontée des anticipations d'inflation. Mais le FMI souligne qu'une prolongation ou une extension du conflit pourrait entraîner une véritable crise énergétique, avec des scénarios où la croissance mondiale tomberait à 2 % en 2026.

À ces risques géopolitiques s'ajouteraient d'autres facteurs potentiellement déstabilisants : fragmentation du commerce mondial, tensions commerciales, déception sur les gains de productivité liés à l'intelligence artificielle ou encore correction des marchés financiers. Jusqu'à présent, les Bourses ont absorbé le choc de manière relativement ordonnée, mais des signes de tension apparaissent.

Donald Trump a prolongé de manière indéfinie et unilatérale le cessez-le-feu avec l'Iran. Si cela amoindrit l'hypothèse d'un risque d'escalade, le peu de visibilité quant à un nouveau cycle de négociations n'est pas une bonne nouvelle. Malgré tout, la place a salué positivement cette désescalade du conflit provoquant un rebond des marchés actions.

Les prochains développements pourraient modifier sensiblement la nature et l'ampleur du conflit, et donc la trajectoire des marchés financiers. Le scénario du pire, celui d'une fin du « cessez-le-feu », inscrirait le conflit dans la durée, ce qui accentuerait l'aversion pour le risque des investisseurs. En effet, un choc énergétique prolongé agit comme une taxe sur la demande et détériore les marges des entreprises.

À ce stade, nous n'optons toujours pas pour un scénario central de « choc durable » mais pour celui d'une « perturbation limitée et d'une guerre courte dans sa durée », le blocage du détroit d'Ormuz touchant trop d'acteurs clés pour s'éterniser. Sur les marchés, les indices actions mondiaux ont peu ou prou récupéré la totalité de leur baisse, et même dépassent leurs niveaux d'avant le conflit. Le S&P 500 gagne plus de 9 % sur le mois, le Nasdaq environ 14 % et l'indice Euro Stoxx 50 plus de 5 %.

Dans ces conditions, nous réduisons le risque dans nos fonds tout en gardant à l'esprit que le ralentissement de l'activité pèsera progressivement sur la croissance des entreprises et donc sur leurs bénéfices. Nous passons tactiquement de surpondérer à neutres sur les actions après le rally récent. Ainsi, nous prenons nos profits sur notre surpondération en actions européennes achetées sur leurs points bas de mars dernier.

Au chapitre des matières premières, l'ampleur du mouvement est spectaculaire sur le pétrole : le baril de Brent a bondi de plus de 60 %. Cette envolée reflète l'ampleur du choc d'offre provoqué par la quasi-paralysie du détroit d'Ormuz. Nous estimons qu'une hausse durable des prix du pétrole est improbable en raison des nombreuses sources pouvant compenser la contraction de l'offre, notamment l'augmentation des capacités de l'OPEP+ dans le courant du mois de mai.



REPÈRES

Indicateurs économiques



Zone euro

+0,8 % : taux de croissance du PIB T1 2026 (ga)

+3 % : taux d'inflation en avril 2026 (ga)



États-Unis

+2,7 % : taux de croissance du PIB T1 2026 (ga)

+3,3 % : taux d'inflation en mars 2026 (ga)

Indicateurs de marchés¹

Variation mensuelle

Niveau à fin avril 2026

Taux à 10 ans

Allemagne	0,0 %	3,0 %
France	0,5 %	3,7 %
Italie	0,6 %	3,9 %
Espagne	0,4 %	3,5 %

Indices

EUROSTOXX 50 (Europe)	5,6 %	5 882
CAC 40 (France)	3,8 %	8 115
S&P 500 (Etats-Unis)	10,4 %	7 209
ESTER	0,2 %	1,9 %
EURIBOR 3 M	0,1 %	2,2 %

Devise EUR / USD

1,5 % 1,17

Pétrole (Brent) \$/baril

-3,7 % 114

1- Les niveaux et les performances des indices étrangers sont en devise locale source : Bloomberg

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

au 30 avril 2026

CLASSES D'ACTIFS

CONVICTION*

COMMENTAIRE

Actions zone euro



Nous sommes légèrement surpondérés sur ces valeurs tout en prenant nos profits.

Actions US



Notre sous-pondération aux actions américaines reste d'actualité.

Actions émergents



Nous restons exposés aux valeurs technologiques chinoises qui ont un potentiel notable de valorisation, même chose pour les actions indiennes.

Obligations d'États



Nous sommes sur-sensibles à la dette souveraine européenne.

Obligations d'entreprises



Nous restons à surpondérer sur le crédit.

Devises



Nous sommes à l'achat sur le yen et neutre sur les autres monnaies.

Or/Pétrole/Matières premières



Nous attendons un pétrole à 80 \$ en moyenne cette année, et un rebond de l'or.

* Légende : Positif : ● Neutre : ● Négatif : ●



LE BILLET DE LA FINANCE RESPONSABLE

**Les encours responsables
en hausse de près de 5 %
en France en 2025**

Malgré des vents contraires au niveau international, les encours de l'investissement responsable français à fin 2025 atteignent 2 971 milliards d'euros, soit une hausse de +4,8 %.

Selon le [dernier panorama effectué par l'AFG](#) (Association Française de la Gestion d'Actifs), l'investissement responsable confirme sa place centrale dans le paysage français de la gestion d'actifs. Cette progression s'inscrit dans une trajectoire de croissance continue, après une forte accélération en 2024 (+15 %) et une hausse soutenue en 2023 (+5,8 %).

Au global, 59 % des encours français sont classés Article 8 ou 9, une proportion stable par rapport à 2024, qui traduit une certaine maturité du marché.

Les fonds Article 8 concentrent l'essentiel des encours, soit 2 850 milliards d'euros, et sont en progression de 4,7 %. Alors que les fonds Article 9, qui portent un objectif explicite d'investissement durable, affichent une croissance plus dynamique de +10,5 %, et représentent 121 milliards d'euros d'encours. L'allocation des fonds varie selon la classification SFDR, avec une place importante des obligations, des actions et de l'immobilier pour les fonds Article 8, et une exposition plus marquée aux actions et à l'immobilier pour ceux classés Article 9.

Le marché de l'investissement responsable demeure majoritairement institutionnel puisque les investisseurs de cet univers représentent 73 % des encours 8 ou 9, contre 27 % pour la clientèle privée.

Avertissement

Ce document a été produit à titre d'information exclusivement et n'a pas de valeur pré-contractuelle ou contractuelle. La référence à certaines valeurs est donnée à titre d'illustration. Ce document n'a pas pour objectif de promouvoir l'investissement en direct dans ces dernières, et ne constitue ni une recommandation d'achat ou de vente, ni un conseil en investissement de la part de Sienna Gestion. Ce document est la propriété intellectuelle de Sienna Gestion ne peut pas être reproduit, distribué ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable écrite de Sienna Gestion. Les performances passées ne préjugent pas des performances à venir. Sienna Gestion s'efforce d'assurer l'exactitude des informations communiquées mais ne peut cependant en garantir l'exhaustivité et décline toute responsabilité en cas d'omission, ou d'erreur dans ces informations.

Epsens, agissant sous le nom commercial Malakoff Humanis Epargne - Entreprise d'investissement régie par les articles L.531-4 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme au capital de 21 147 881,60 € - Immatriculée au RCS de Paris sous le n°538 045 964 - Siège social : 21 rue Laffitte - 75009 PARIS

Sienna Gestion - Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 9 728 000 € | RCS : 320 921 828 Paris - N° Agrément AMF : GP 97020 en date du 13 mars 1997 | N° TVA intracommunautaire : FR 47 320 921 828 - Code APE : 6430Z - Siège social : 21 boulevard Haussmann, 75009, Paris | www.sienna-gestion.com

